

## Partie 2, Chapitre 2 :

# Analyse des produits imposables

La plupart des produits enregistrés en comptabilité sont fiscalement imposables (RAF dans le tableau de passage du résultat comptable au résultat fiscal).

Lorsqu'un immeuble figure au bilan de l'entreprise, les revenus que l'entrepreneur en tire sont imposables. Si l'immeuble est habité par l'exploitant lui-même, il faut déterminer une valeur locative qui fera l'objet d'une **réintégration**.

Quelles sont les masses ?

### Produits d'exploitation

#### Les redevances de brevets et licences

Afin d'encourager les entreprises à faire des innovations (recherche), l'administration fiscale fait bénéficier les redevances correspondantes d'une fiscalité plus douce (régime des plus ou moins-values professionnelles).

Ces redevances ne sont donc plus imposables au BIC, il faut les déduire extracomptablement.

### Produits financiers

#### Les revenus de portefeuille-titres

Là encore il s'agit d'encourager les personnes à investir dans un portefeuille d'obligations et d'actions, en leur faisant bénéficier d'abattements.

Ils ne sont pas imposables dans la catégorie BIC, mais dans la catégorie RM (revenu mobilier).

Ces revenus enregistrés en comptabilité, doivent donc être déduits extracomptablement.

Remarque : lorsque les titres sont cédés, ils peuvent sous certaines conditions, bénéficier du régime des plus ou moins-values professionnelles (taux d'imposition plus faible). Il faut alors les déduire extracomptablement.

### Produits exceptionnels

#### Les subventions d'équipement

##### Catégories

Une subvention est une aide de l'Etat ou d'une collectivité locale.

Il existe 3 catégories de subventions :

- Les subventions d'équilibres qui visent à résoudre les difficultés passagères d'une entreprise.

Elles constituent un produit exceptionnel enregistrées au crédit du 771 5.

Elles sont fiscalement imposables (RAF).

- Les subventions d'exploitations qui visent à aider des entreprises qui doivent par exemple faire face à un renchérissement subit de leurs matières premières.

Elles sont enregistrées au crédit du compte 474.

Elles sont fiscalement imposables (RAF).

- Les subventions d'équipements (ou d'investissement). Elles visent à inciter les entreprises à investir afin de lutter contre l'obsolescence.

Elles sont assimilées à des capitaux propres et enregistrées au crédit du compte 131.

OR elles sont fiscalement imposables, il faudra donc les réintégrer.

## Modalités/SE

### 1<sup>er</sup> cas : l'immobilisation acquise à l'aide de la E est amortissable.

2 possibilités :

- Réintégration en une seule fois : 139 / 777 pour le montant totale de la SE.

Attention ! Il s'agit d'une réintégration comptable, puisqu'elle a fait l'objet d'une écriture.

Conséquemment, dans le tableau de passage cochera la case RAF.

- Par étalement : le rapport de la subvention au résultat se fait alors par fraction sur la durée de l'amortissement.

Chaque année on passera l'écriture 139 / 777 pour la fraction calculée. Il s'agit d'une réintégration comptable (RAF).

Exemple : acquisition d'une machine 8k€ le 3 mai, mise en service le 1<sup>er</sup> juin.

La subvention d'équipement se monte à 2k€.

Amortissement linéaire sur 4 ans.

Le montant de la subvention virée chaque année dans le compte de résultat se calcule proportionnellement à l'annuité d'amortissement.

La proportion est : montant de la subvention/montant de l'acquisition =  $\frac{1}{4}$  = 25%.

Rapport de la SE au résultat de l'exercice		
Exercice	Amortissements	QPSVCR
N	167	92
N+1	000	00
N+2	000	00
N+3	2	5

	000	00
N+4	833	08

ENREGISTREMENTS AU 31 DECEMBRE N				
139			292	
	777	SI INSCRITE AU CR QPSIVCR		292
ENREGISTREMENTS AU 31 DECEMBRE N+1				
139			500	
	777	SI INSCRITE AU CR QPSIVCR		500
ENREGISTREMENTS AU 31 DECEMBRE N+2				
139		SI INSCRITE AU CR QPSIVCR	500	
	777			500
ENREGISTREMENTS AU 31 DECEMBRE N+3				
139			500	
	777	SI INSCRITE AU CR QPSIVCR		500
ENREGISTREMENTS AU 31 DECEMBRE N+4				
139			208	
	777	SI INSCRITE AU CR QPSIVCR		208
131			2 000	
	139	POUR SOLDE DE LA SI		2 000

## 2<sup>ème</sup> cas : l'immobilisation n'est pas amortissable

Par exemple pour un terrain (sauf terrain de gisement).

L'étalement se fait alors sur 10 ans.

Exemple : terrain valant 210k€, subventionné à hauteur de 100k€.

La quote-part annuelle sera donc de 100k€/10. (Le prix du terrain n'entre pas en compte).

**Exception** : s'il existe une clause d'inaliénabilité le calcul de la quote-part se fera sur la durée de la clause. Exemple : si ce même terrain ne peut pas être vendu avant 7 ans, alors la quote-part sera de  $100\text{k€}/7 = 14\,285,71\text{k€}$ .

## Exercice 2 p.190

### Les indemnités.

#### Relatives aux contrats d'annonce couvrant un risque d'exploitation.

Les indemnités reçues à la suite d'un sinistre (incendie, dégâts des eaux, vols, expropriation...) sont imposables !

Comme elles sont enregistrées en comptabilité, → RAF.

### Relatives aux contrats d'assurance-vie.

Ces indemnités sont perçues souvent dans le cadre d'un emprunt lorsque l'entrepreneur individuel décède.

Elles sont imposables mais il est possible de les répartir sur 5 ans.

L'indemnité ayant été enregistrée en comptabilité, on va déduire extracomptablement 4/5 du montant la première année, et on réintègrera les années suivantes 1/5 du montant.

### Les dégrèvements d'impôt.

Le régime fiscal d'un dégrèvement d'impôt suit le régime fiscal de l'impôt :

- Si l'impôt est fiscalement déductible, alors le dégrèvement est imposable → RAF

Exemple : la taxe professionnelle

- Si l'impôt n'est pas déductible fiscalement, alors le dégrèvement n'est pas déductible, il faut procéder à une déduction extracomptable.

Exemple : l'IS.

### Les produits de cessions (au crédit du 775).

Sous certaines conditions, ils bénéficient d'un taux réduit d'imposition. Il faut donc les déduire extracomptablement.